

La guerre du Viêt-Nam a duré trente ans, de 1945 à 1975. Elle apparaît comme un engrenage de conflits, émaillés d'occasions manquées – ou rejetées – de solution pacifique. Opposant à l'origine les Vietnamiens à la puissance coloniale française dans un combat pour l'indépendance et l'unité nationale, elle s'est ensuite insérée dans l'affrontement mondial des blocs occidental et communiste, respectivement dominés par les États-Unis et par l'URSS, et a pris son caractère final de guerre civile et idéologique.

## **La guerre d'Indochine**

L'Union indochinoise, créée en 1887, était composée du Cambodge, du Laos et des trois pays formant le Viêt-Nam : la Cochinchine, l'Annam et le Tonkin. Colonie d'exploitation, elle était considérée comme un «fleuron» de l'Empire français. En 1939, moins de 50'000 Français y vivaient au milieu de 23 millions d'autochtones. Entre les deux conflits mondiaux, elle avait connu un essor économique, mais aussi des troubles qui avaient secoué les pays vietnamiens, exprimant des aspirations profondes à la justice et à l'indépendance. Or, dès juin 1940, l'édifice colonial indochinois était ébranlé par le Japon, qui imposait sa présence armée à la faveur de la défaite française.

### **L'indépendance**

Le 9 mars 1945, l'empire du Soleil-Levant lançait une vaste offensive contre les garnisons françaises restées dans la région, poussant l'empereur Bao Dai à répudier le traité de protectorat signé avec la France en 1885. L'Alliance pour l'indépendance du Viêt-Nam («Viêt Nam Doc Lap Dong Minh», en abrégé Viêt-Minh), fondée en mai 1941 par d'anciens dirigeants du parti communiste indochinois, saisissait l'occasion favorable offerte par la capitulation du Japon, le 15 août 1945, et par l'incapacité dans laquelle étaient les Français, encore prisonniers ou désarmés, à reprendre le pouvoir. Le Viêt-Minh constituait le 28 août un Gouvernement provisoire de la République du Viêt-Nam, et son président, Hồ Chi Minh, proclamait l'indépendance le 2 septembre 1945.

### **Une persistante volonté d'émancipation**

Le vent de l'après-guerre est à l'émancipation des peuples coloniaux, favorisée par les États-Unis et inscrite dans la Charte de l'Atlantique (1941). Le général de Gaulle est néanmoins résolu à rétablir la souveraineté de la France, avec promesse de réforme libérale. Mais le retour en force des Français, dirigés par le général Leclerc, se heurte à une résistance qui est particulièrement importante au Tonkin, où se dressent deux obstacles : la présence de l'armée nationaliste chinoise, chargée par les Alliés du désarmement des Japonais, et le gouvernement révolutionnaire de Hồ Chi Minh, dont l'aura de chef s'affirme et qui s'appuie sur un sentiment général et irréversible en faveur de l'indépendance. De part et d'autre, on cherche d'abord à éviter l'affrontement. Le retrait chinois est obtenu moyennant l'abandon des concessions françaises en Chine, et des accords préliminaires sont signés le 6 mars 1946 avec Hồ Chi Minh. Ils reconnaissent la liberté du Viêt-Nam au sein de l'Union française, avatar libéral de l'Empire.

### **La guerre française**

La méfiance réciproque, l'hostilité à l'idéologie communiste d'un Viêt-Minh qui élimine ses rivaux nationalistes par la violence, le refus français d'accorder une véritable indépendance conduisent à l'échec de la conférence de Fontainebleau (septembre 1946) et à celui d'un modus vivendi hâtivement conclu. Le bombardement du port de Haiphong par la marine française en novembre 1946, suivi en décembre d'une attaque des forces du Viêt-Minh sur Hanoi, déclenche les hostilités. Soucieux de préserver l'Union française – qui accueille en outre le Laos et le Cambodge –, le gouvernement français oppose au Viêt-Minh à direction communiste un État vietnamien «démocratique et associé», mais d'une autonomie limitée, constitué en décembre 1949, avec à sa tête Bao Dai, l'ancien souverain d'Annam.

### **La stratégie vietnamienne des guérillas**

Sur le plan militaire, le corps expéditionnaire, composé de soldats de métier souvent originaires des colonies, s'enlise face au Viêt-Minh, dont la stratégie est fondée sur la guérilla et l'action psychologique. En 1950, alors que la guerre froide entre les deux blocs débouche sur le conflit de Corée, la Chine, qui vient de vivre la victoire des communistes, offre un sanctuaire et une aide matérielle directe aux forces révolutionnaires vietnamiennes.

Leur chef, le général Vo Nguyễn Giap, dispose désormais d'un corps de bataille. Il lance une guerre de mouvement et inflige un revers crucial au corps expéditionnaire dans la zone frontière du haut Tonkin. La constitution d'une armée nationale vietnamienne et l'aide apportée aux Français par les Américains au nom de la lutte anticommuniste ne suffisent pas à inverser le cours des choses.

### **Diên Biên Phu (7 mai 1954)**

La décolonisation des autres Empires, britannique et néerlandais, bat son plein, et l'opinion publique française est de plus en plus hostile à une guerre jugée coûteuse et «salie» par plusieurs scandales. La pleine souveraineté est accordée aux États associés de l'Union française, et une conférence internationale est prévue à Genève pour régler les problèmes indochinois et coréen. Pendant que celle-ci se prépare, l'affrontement armé trouve son épilogue à Diên Biên Phu : le 7 mai 1954, le corps expéditionnaire y subit une défaite définitive, qui sera consacrée en juillet 1956 par les accords de Genève. La France quitte l'Indochine après quelque cent ans de présence, et le Viêt-Nam voit son indépendance reconnue, mais les puissances lui imposent, en attendant des élections générales, une partition au niveau du 17<sup>e</sup> parallèle : ce compromis fera de la paix un leurre.

### **La guerre américaine**

Face au monde communiste, dirigé par Moscou, mais où la Chine de Mao Zedong exerce une influence grandissante, les États-Unis élaborent la stratégie de l'«endiguement». Sous leur égide naît à Manille, le 8 septembre 1954, l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE), chargée de veiller à la protection des pays menacés par la «vague rouge» – les «dominos». Alors qu'au Cambodge le roi Norodom Sihanouk, qui a abdiqué mais garde le pouvoir, parvient à maintenir une habile neutralité, les pro-occidentaux et le Pathet Lao communiste se disputent le Laos.

La République du Viêt-Nam (au sud du 17<sup>e</sup> parallèle) est présidée par Ngô Đình Diêm, un catholique fervent qui refuse les élections générales prévues à Genève. Washington, à la fois parrain, banquier et conseiller, juge le bastion solide avant d'être progressivement indisposé par cet autocrate intolérant, qui s'avère en outre incapable de résoudre le problème communiste.

### **Hanoi face à Saigon**

Les dirigeants de la République démocratique du Viêt-Nam, qui édifient au Nord un État socialiste, sont en effet déterminés, dès 1959, à engager la lutte armée contre le Sud, où sont restés, après les transferts de population, de 10'000 à 15'000 cadres communistes. Le Front national de libération (FNL) y est fondé en décembre 1960, mais Hanoi garde son autorité par l'intermédiaire d'un Bureau central pour le Sud. Opérations de terrorisme et de sabotage, infiltrations d'hommes et de matériels s'intensifient par les voies multiples de la «piste Hồ Chí Minh».

### **Les causes de l'engagement des États-Unis dans le conflit**

Rendu prudent par la tentative manquée d'invasion de Cuba (échec du débarquement de la baie des Cochons), le président américain Kennedy, élu en novembre 1960, opte pour une «réponse flexible». Il contribue ainsi à établir un gouvernement tripartite de type neutraliste au Laos, mais au Viêt-Nam l'échec politique et militaire du régime de Diêm le conduit à autoriser, dès le printemps 1961, des opérations de sabotage et de renseignement au nord du 17<sup>e</sup> parallèle, puis à permettre un coup d'État de généraux sudistes : Diêm est assassiné avec son frère le 2 novembre 1963. Trois semaines plus tard, Kennedy sera assassiné à son tour, à Dallas. La détérioration de la situation au Sud-Viêt-Nam incite son successeur, Lyndon B. Johnson, à s'engager davantage. À la suite d'un incident naval dans le golfe du Tonkin, le Congrès américain vote le 7 août 1964 une résolution donnant au président toute liberté d'user de la force armée contre les «agressions communistes». Après des représailles aériennes limitées, l'escalade se poursuit par des bombardements continus sur le Nord-Viêt-Nam et, en mars 1965, par l'engagement de forces terrestres américaines au Sud. Johnson donne à l'intervention des États-Unis une vague coloration internationale en y associant quelques contingents de l'OTASE, mais il reste sourd aux initiatives en faveur d'un règlement pacifique, qu'il s'agisse de l'appel de dix-sept pays «non alignés» ou du discours du général de Gaulle à Phnom Penh.

## **La destruction du Viêt-Nam**

La guerre fait rage avec les opérations dirigées par le général Westmorland, dites Search Out and Destroy («recherche et destruction»). Les moyens mis en œuvre sont considérables, notamment une panoplie d'armes nouvelles aussi meurtrières que sophistiquées, armes électroniques ou chimiques, comme l'«agent Orange», un gaz qui détruit la végétation et produit des effets à long terme sur les organismes humains. Les effectifs américains atteindront 536'000 hommes en 1968. Des programmes contre-révolutionnaires tendant à «gagner les esprits et les cœurs» complètent cet arsenal, mais le ravage guerrier suscite la haine et provoque une ruée de réfugiés vers les villes, où la surpopulation aggrave la misère et la dégradation morale.

## **La pression de l'opinion publique**

Aux États-Unis, l'opinion publique est sensibilisée par l'envoi au Viêt-Nam des «appelés» et par les images que diffuse la télévision. Devant l'impuissance américaine à obtenir une victoire rapide, la contestation fleurit sur les campus universitaires et gagne tout le pays. Aux prises avec un déficit budgétaire aggravé, Johnson alterne bombardements intensifs sur le Nord et propositions de trêve conditionnelle. Bien que lourdement frappé, le Nord ne cède pas. Il dispose d'atouts d'une importance croissante : la mauvaise conscience de l'Occident, l'appui des partis frères et des courants neutralistes, l'assistance matérielle de l'URSS et de la Chine, qui permet à l'Armée populaire d'acquérir enfin un armement moderne et standardisé.

## **Une difficile paix honorable**

Dans la nuit du nouvel an du Singe (fête du Têt, 30 janvier 1968), les forces révolutionnaires déclenchent une offensive en plusieurs vagues contre les villes du Sud. À Saigon, elles occupent même l'ambassade américaine. Si elles subissent des pertes importantes et ne parviennent pas à provoquer une insurrection, le coup porté au Sud est déterminant par les dommages causés et l'impact psychologique. Johnson limoge Westmorland, suspend les attaques contre le Nord et décide de rechercher une «paix honorable». Hanoi répond de façon positive. Les négociations auront lieu à Paris avec la participation du FNL. Elles débiteront le 25 janvier 1969.

## **Le programme contre-révolutionnaire**

Alors que les pourparlers piétinent, le climat aux États-Unis est dominé par les manifestations pacifistes et par le problème noir. Richard Nixon, qui succède à Johnson, annonce aussitôt une nouvelle politique, dite de «vietnamisation»: retrait progressif de l'armée américaine et renforcement de l'armée sud-vietnamienne, qui sera réorganisée, rééquipée et renforcée par la mobilisation générale. Le programme contre-révolutionnaire Phoenix et les attaques aériennes éprouvent les communistes. En outre, Hô Chi Minh, le chef mythique, meurt le 2 septembre 1969.

## **Le recul des Américains**

Nixon reprend l'escalade en 1970, plongeant le Cambodge dans la guerre quand le général pro-américain Lon Nol chasse Norodom Sihanouk, qui avait toléré des bases nord-vietnamiennes sur son territoire : bombardements de B-52 et interventions terrestres se succèdent. Les protestations s'amplifient. La meurtrière bataille de «Hamburger Hill» et le massacre de villageois à My Lai troublent la conscience d'une Amérique inquiète du sort des prisonniers et du chiffre croissant des pertes humaines. Son armée sombre dans le désarroi, minée par la drogue, les antagonismes raciaux, la corruption et les trafics, tandis que les idées pacifistes se répandent parmi les soldats. Nixon relance alors le dialogue avec Hanoi par le truchement de son secrétaire d'État Kissinger, qui rencontre en secret Lê Duc Tho. Mais le Congrès américain, dont les rapports avec l'exécutif se sont dégradés, annule en décembre 1970 la résolution dite «du golfe du Tonkin», qui donnait au président des pouvoirs spéciaux concernant la guerre du Viêt-Nam.

## **Le soutien soviétique**

En 1972, les «dominos» laotien et cambodgien faiblissent sous les attaques. Au Viêt-Nam, l'Armée populaire, dotée d'un armement moderne, de chars soviétiques et de lance-missiles Sam, déclenche en mars une puissante offensive générale. Nixon riposte par une reprise des bombardements sur le Nord, mais, tandis que les manifestations contre la guerre se multiplient, il ouvre la voie à un accord en acceptant le rapatriement total des troupes américaines en cas de cessez-le-feu et en renonçant à exiger l'évacuation du Sud par les forces populaires. Après une ultime résistance du sudiste Thieu, qui refuse le maintien de forces communistes sur son

territoire, et une suspension des pourparlers par Hanoi, un accord de cessez-le-feu est signé à Paris le 27 janvier 1973.

### **Le Sud face au Nord**

Le Sud-Viêt-Nam de Thieu et le Nord-Viêt-Nam communiste sont désormais seuls face à face. Il apparaît vite que le Conseil national de concorde et de réconciliation prévu à Paris en attendant des élections est un leurre. À l'intransigeance de Thieu, qui lance un appel au combat, répond la détermination de Hanoi à réunifier le pays par la force. Dès octobre 1974, le Nord considère officiellement les accords de Paris comme caducs et engage les préparatifs de l'invasion. Les conditions semblent favorables : malgré des effectifs importants et quelques corps d'élite, l'armée sudiste est moralement fragile, à l'instar d'une population civile lasse, hostile à un pouvoir corrompu et atteinte par une pauvreté chronique. Les États-Unis se désintéressent de leurs anciens protégés, auxquels ils réduisent leur aide.

### **La victoire de l'Armée populaire**

Dès le début de 1975, l'Armée populaire vietnamienne attaque dans la région centrale des Hauts Plateaux. C'est la débandade. Réfugiés civils et soldats en fuite sont suivis ou poursuivis par les divisions du général Van Tien Dung, qui foncent le long de la côte vers Saigon. Washington se limite à évacuer les ressortissants américains et alliés. Finalement, l'Armée populaire s'empare de Saigon le 30 avril 1975.

La guerre du Viêt-Nam s'achevait ainsi au bout de trente ans. Outre les victimes innombrables et les dommages causés de part et d'autre, ce conflit a imprimé sa marque sur tous ses acteurs.

### **Un pays traumatisé**

Plus que la France, contrainte à une reconversion hexagonale, l'Amérique aura été traumatisée par son échec – elle enregistrait une perte de prestige et reculait sa ligne de défense stratégique sur le Pacifique : elle ne se relèvera de ce traumatisme qu'avec la chute du mur de Berlin, et surtout avec la guerre du Golfe. Pour les trois pays de l'ancienne Indochine, les séquelles morales, physiques et matérielles restent incalculables.

Au Viêt-Nam, la réunification s'est réalisée sans la réconciliation promise, et la soumission du Sud à la férule du Nord s'est traduite par les drames de la rééducation et de l'émigration des boat people. La paix a été en outre difficile à assumer par un régime longtemps dépendant d'une psychologie de guerre et replié sur un dogmatisme idéologique peu favorable au décollage économique.